

Application 2

Le directeur administratif de la SARL WEIMER, M. WEBER, s'inquiète de constater que des logiciels de bureautique - en particulier ceux de Microsoft - régulièrement acquis par la Société sont copiés frauduleusement par des employés peu scrupuleux qui les diffusent ensuite à l'extérieur de la société.

Avant de prendre les dispositions qui s'imposent, il souhaite savoir ce qui est permis et ce qui est interdit en matière de reproduction de logiciels et de « *piratage* » informatique.

Question 5

[solution n°11 p.106]

Il vous demande de vous pencher sur la question et de lui rendre compte de votre étude.

Après quelques recherches, vous avez pu réunir une documentation (annexes 1, 2 et 3). Vous analysez ces documents et rédigez une note de synthèse à l'attention de M. WEBER.

PILLAGE DES LOGICIELS ET DES DONNÉES

1. CONTREFAÇON

Logiciels

Bien que le phénomène soit difficile à évaluer, il est certain que le pillage des logiciels a pris des proportions inquiétantes.

Si les logiciels donnent prise aux droits d'auteur, leur pillage constitue bien entendu le délit de contrefaçon réprimé par les articles 425 et suivants du Code pénal. Les sanctions ont été aggravées par la loi du 3 juillet 1985. L'article 425, alinéa 2, prévoit désormais un emprisonnement de trois mois à deux ans et/ou une amende de 6 000 à 120 000 F, peines portées au double en cas de récidive par l'article 427, alinéa 1^{er}. De plus, le tribunal peut ordonner, outre la publication du jugement, la confiscation de tout ou partie des recettes procurées par l'infraction, ainsi que celle des objets contrefaisants et du matériel spécialement installé en vue de la réalisation du délit. S'il y a récidive, le jugement peut même décider la fermeture de l'établissement...

*Extrait de « Le droit de l'informatique » par A. Lucas
(Presses Universitaires de France)*



anti-piratage

Microsoft Horizons N° 16

Informez-vous sur les droits d'utilisation des logiciels Microsoft

Bien comprendre les clauses de la licence Microsoft vous permettra de connaître exactement les conditions d'utilisation d'un logiciel. Voici 7 questions/réponses pour vous guider.

Chaque produit Microsoft est-il toujours accompagné d'un contrat de licence ?

Oui. Quand nous vendons un produit Microsoft, nous cédon à l'utilisateur le droit d'utiliser le programme. Ce droit est accordé selon les termes de la licence.

La licence me permet d'avoir une seule copie du logiciel "en service" sur un seul ordinateur. Que signifie exactement le terme "en service" ?

Le logiciel est considéré "en service" sur un ordinateur si le programme est chargé en mémoire vive (RAM), ou enregistré en mémoire de masse (disque dur, CD-ROM, bande magnétique, etc.).

Si l'utilisateur dispose de plus d'une licence pour un logiciel, il peut exploiter un nombre de copies égal au nombre de ses licences. Exemple : un utilisateur possède un coffret de Word pour Windows 2.0 ; en outre, il dispose de 10 licences multiples de ce logiciel. Il peut donc, à tout moment, utiliser 11 copies de Word pour Windows 2.0.

L'application est considérée "en service" même si elle n'apparaît que sous la forme d'une icône. L'utilisateur doit donc posséder une licence pour le logiciel considéré.

Nous exploitons le logiciel à partir d'un serveur de réseau. Comment puis-je calculer le nombre des licences requises ?

Il faut calculer le nombre maximal (pas le nombre moyen) d'utilisateurs susceptibles d'exploiter le logiciel en même temps. Exemple : l'utilisateur dispose de six ordinateurs reliés en réseau. Le

logiciel en question est installé sur le disque dur de deux de ces ordinateurs. Les autres machines peuvent charger le programme en mémoire à partir du serveur.

Pour le moment, le logiciel est utilisé sur un seul des deux ordinateurs disposant d'une copie sur disque dur et sur deux autres machines qui exploitent le programme via le serveur.

Dans ce cas de figure, au moins quatre licences sont nécessaires :
• une pour chacun des ordinateurs disposant d'une copie sur disque dur (soit deux licences),
• deux licences pour l'utilisation du logiciel sur les ordinateurs qui le chargent en mémoire à partir du serveur.

Le programme installé sur un serveur de réseau afin de distribuer le logiciel, n'est pas considéré "en service".

Puis-je copier le logiciel afin de l'utiliser, soit sur l'ordinateur qui se trouve chez moi, soit sur mon portable ?

Si le logiciel est installé sur un ordinateur qui n'est utilisé que par une seule et même personne à 80 % ou plus de son temps de fonctionnement, celle-ci est autorisée à exploiter le programme, soit sur son ordinateur domestique, soit sur son portable, sans acheter de licence supplémentaire.

Important : cette règle ne s'applique pas aux serveurs et n'est valable que pour les logiciels d'application (c'est-à-dire qu'elle ne s'applique pas notamment aux systèmes d'exploitation MS-DOS et Windows).

J'ai acheté une mise à jour pour passer à la nouvelle version. Je n'utilise plus l'ancienne version. Puis-je donner le programme à un ami ?

La licence du produit de mise à jour ne représente qu'un avenant au contrat de licence initial.

Par conséquent, l'utilisateur doit conserver la première licence du produit et il ne peut pas céder le programme et/ou le manuel de la version précédente sans cette licence initiale.

Je n'utilise plus du tout le logiciel, mais un de mes amis voudrait s'en servir. Peut-il le copier ?

Non. Les logiciels Microsoft sont protégés par la législation des droits d'auteur et ne peuvent être copiés.

Vous pouvez cependant céder vos droits d'utilisation selon les conditions suivantes :

- vous devez transférer vos droits de manière définitive,
- vous devez remettre à une personne qui accepte les termes du contrat de licence Microsoft toutes les copies du programme et toute la documentation imprimée lui correspondant,
- ce transfert doit porter sur la version la plus récente du logiciel, ainsi que sur ses versions précédentes.

Microsoft Office Standard comprend les applications Word, Excel, PowerPoint et Mail.

Je ne les utilise pas toutes. Puis-je donner certaines d'entre-elles à un ami ?

Microsoft Office n'est couvert que par un seul contrat de licence qui vous donne le droit d'utiliser l'ensemble de ces logiciels.

Dans la mesure où il n'existe pas de licence spécifique à chaque application, vous ne pouvez pas en céder certaines, tout en gardant les autres.

Pour plus d'informations sur le piratage en général ou sur les contrats de licence, n'hésitez pas à contacter le Service Clients au (1) 69.29.11.11.

Loi n° 85-660
du 3 juillet 1985,
Relative aux droits d'auteur et aux droits
des artistes-interprètes, des producteurs
de phonogrammes et de vidéogrammes et
des entreprises de communication audio-
visuelle (J.O. 4 juill., p. 7495; Rect., J.O.
23 nov., p. 13578).

TITRE I^{er} DU DROIT D'AUTEUR

Art. 1^{er}. — I. — Dans l'article 3 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, les mots : « œuvres cinématographiques et celles obtenues par un procédé analogue à la cinématographie » sont remplacés par les mots : « œuvres cinématographiques et autres œuvres consistant dans des séquences animées d'images, sonorisées ou non, dénommées ensemble œuvres audiovisuelles ».

II. — Dans le même article, les mots : « œuvres photographiques de caractère artistique ou documentaire et celles de même caractère obtenues par un procédé analogue à la photographie » sont remplacés par les mots : « œuvres photographiques et celles réalisées à l'aide de techniques analogues à la photographie ».

III. — Dans le même article, après les mots : « les œuvres chorégraphiques », sont insérés les mots : « , les numéros et tours de cirque ».

IV. — Dans le même article, après les mots : « de lithographie », sont insérés les mots : « les œuvres graphiques et typographiques ».

V. — Dans le même article, après les mots : « aux sciences », sont insérés les mots : « , les logiciels, selon les modalités définies au titre V de la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle ».

TITRE V DES LOGICIELS

Art. 45. — Sauf stipulation contraire, le logiciel créé par un ou plusieurs employés dans l'exercice de leurs fonctions appartient à l'employeur auquel sont dévolus tous les droits reconnus aux auteurs.

Toute contestation sur l'application du présent article est soumise au tribunal de grande instance du siège social de l'employeur.

TITRE VI GARANTIES ET SANCTIONS

Art. 56. — II est inséré, après l'article 426 du code pénal, un article 426-1 ainsi rédigé :

« Art. 426-1. — Est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 6 000 F à 120 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement toute fixation, reproduction, communication ou mise à disposition du public, à titre onéreux ou gratuit, ou toute télédiffusion d'un programme, d'un phonogramme, d'un vidéogramme ou d'un programme résisté sans l'autorisation, lorsqu'elle est exigée, de l'artiste interprète, du producteur de phonogrammes ou de vidéogrammes ou de l'entreprise de communication audiovisuelle.

Est punie des mêmes peines toute importation ou exportation de phonogrammes ou de vidéogrammes réalisée sans

l'autorisation du producteur ou de l'artiste interprète, lorsqu'elle est exigée.

Art. 46. — Sauf stipulation contraire, l'auteur ne peut s'opposer à l'adaptation du logiciel dans la limite des droits qu'il a cédés, ni exercer son droit de repentir ou de retrait.

Art. 47. — Par dérogation au 2^e de l'article 41 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 précitée, toute reproduction autre que l'établissement d'une copie de sauvegarde par l'utilisateur ainsi que toute utilisation d'un logiciel non expressément autorisée par l'auteur ou ses ayants droit, est passible des sanctions prévues par ladite loi.

Art. 48. — Les droits objets du présent titre s'éteignent à l'expiration d'une période de vingt-cinq années comptée de la date de la création du logiciel.

Art. 49. — Le prix de cession des droits portant sur un logiciel peut être forfaitaire.

Art. 50. — En matière de logiciels, la saisie-contrefaçon est exécutée en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de grande instance. Le président autorise, s'il y a lieu, la saisie réelle.

L'huissier instrumental ou le commissaire de police peut être assisté d'un expert désigné par le requérant.

A défaut d'assignation ou de citation dans la quinzaine de la saisie, la saisie-contrefaçon est nulle.

En outre, les commissaires de police sont tenus, à la demande de tout auteur d'un logiciel protégé par la présente loi ou de ses ayants droit, d'opérer une saisie-description du logiciel contrefaisant, saisie-description qui peut se concrétiser par une copie.

Art. 51. — Sous réserve des conventions internationales, les étrangers jouissent en France des droits reconnus par le présent titre, sous la condition que la loi de l'Etat dont ils sont les nationaux ou sur le territoire duquel ils ont leur domicile, leur siège social ou un établissement effectif accorde sa protection aux logiciels créés par les nationaux français et par les personnes ayant en France leur domicile ou un établissement effectif.

l'autorisation du producteur ou de l'artiste interprète, lorsqu'elle est exigée.

Est puni de la peine d'amende prévue au premier alinéa le défaut de versement de la rémunération due à l'auteur, à l'artiste-interprète ou au producteur de phonogrammes ou de vidéogrammes au titre de la copie privée ou de la communication publique ainsi que de la télédiffusion des phonogrammes.

Art. 57. — Les officiers de police judiciaire compétents peuvent procéder, dès la constatation des infractions prévues à l'article 426-1 du code pénal, à la saisie des phonogrammes et vidéogrammes, re produits illicitement, des exemplaires et objets fabriqués ou importés illicitement et des matériels spécialement installés en vue de tels agissements.